

De la retraite au revenu d'existence pour tous

Alors que les crises climatique et écologique et l'épuisement des ressources naturelles mettent en danger, à échéance de quelques dizaines d'années, la survie de nos sociétés et de l'humanité, il est pour le moins hasardeux de continuer à raisonner comme si nous avions tout le temps et les moyens devant nous. C'est pourtant ce que font la quasi totalité des partenaires sociaux sur la question des retraites.

Les projections à 2050 du Conseil d'Orientation des Retraites, qui constituent la base des négociations, ne tiennent aucun compte des profonds bouleversements qui risquent de se produire, et s'appuient sur l'hypothèse de la poursuite de la croissance économique, assez faible cependant pour justifier la remise en cause du niveau des pensions, des durées de cotisation et de l'âge légal de départ à la retraite.

Ce renvoi dans le futur permet ainsi d'éluder les solutions au problème, qui se trouvent en fait dans le présent. Aujourd'hui, comme cela s'est fait par le passé, un partage plus équitable de la richesse produite permettrait de continuer à financer correctement les retraites. Il serait nécessaire pour cela de faire contribuer le capital au même titre que le travail. Nous avons en effet subi par rapport aux années 70-80, un déséquilibre très net des proportions dans la richesse produite des revenus du capital (essentiellement constitués de rente) et des revenus du travail, aux détriments de ces derniers. Il faut donc augmenter le taux des cotisations patronales (et non celui des cotisations salariales comme cela est actuellement proposé pour le secteur public). De même, une taxation des revenus financiers s'impose pour des raisons d'efficacité et d'équité.

De plus, au-delà de la poursuite de la remise en cause des acquis de la protection sociale, engagée depuis des années, la volonté de suppression du droit à la retraite à 60 ans et la perspective de l'allongement des cotisations est aujourd'hui, au niveau français, une expression des plans d'austérité qui s'instaurent dans tous les pays dits développés. Ces plans, présentés comme des solutions à la crise financière, ne feront qu'aggraver le sort des populations les plus précarisées.

La mobilisation pour la défense des retraites doit donc être l'occasion de reconsidérer l'ensemble de la question du travail et des revenus, dont la retraite est un des aspects importants. Pour les Amis de la Terre les solutions sont à rechercher dans le cadre d'une transition vers des sociétés soutenables, relocalisées, solidaires, capables de répondre aux futurs chocs écologiques et sociaux.

D'ors et déjà, délivrés de la contrainte du travail, un nombre de plus en plus important de retraités jouent un rôle irremplaçable et utile à la société, par le biais d'activités bénévoles ou encore par l'aide à des proches en situation de précarité. De ce point de vue, les pensions de retraite sont une forme de revenu d'existence, et cela prouve que l'instauration d'un tel revenu ne représente en rien un simple assistantat et ne conduit pas à la passivité généralisée.

A cet exemple, l'instauration d'un revenu d'existence tout au long de la vie pourrait être une alternative au système et un des éléments de base de la transition, ce qui va de pair avec un projet de société proposant entre autres mesures la reconversion de larges pans du secteur productif et leur nécessaire relocalisation, l'accès à la terre pour les jeunes qui souhaitent s'installer en agriculture, l'extension et la gratuité des services publics.

Conscients que les solutions proposées aujourd'hui par le gouvernement sont des réponses inéquitables à court terme et inadéquates à long terme, les Amis de la Terre France apportent leur soutien et s'intègrent, au niveau national et local, aux mobilisations pour la défense des retraites et appellent à une réflexion citoyenne sur la place du travail et du capital dans nos sociétés et sur les alternatives à construire.